

des discussions ont également eu lieu avec le Tribunal fédéral en tant qu'organe de surveillance de ces tribunaux et des activités de leurs présidents.

Nous pouvons relever avec satisfaction que le Tribunal fédéral et les autres tribunaux fédéraux fournissent un excellent travail.

Au nom de la commission, j'exprime ma reconnaissance pour le travail fourni et je remercie l'ensemble des juges et leurs collaborateurs pour l'engagement professionnel accompli en 2014.

Au nom de la commission, je vous invite à approuver le rapport de gestion 2014 du Tribunal fédéral.

Kolly Gilbert, président du Tribunal fédéral: Je remercie les deux rapporteurs de commission pour leurs rapports auxquels je ne peux que souscrire. Je remercie ensuite les Commissions de gestion de nous avoir soutenus dans notre demande de suppression du recours du lésé simple.

Très brièvement, en 2014, le Tribunal fédéral a globalement réussi à faire face à la charge de travail et la durée moyenne nécessaire pour traiter un dossier est restée inchangée par rapport à l'année précédente. Malheureusement, plusieurs cours ont pris quelque retard dans le traitement des causes en langue française. Toutefois, durant les cinq premiers mois de l'année en cours, la tendance a pu être inversée et le nombre des causes pendantes en langue française a pu être diminué. Les choses semblent donc rentrer dans l'ordre, sauf en matière pénale où, pour divers motifs, la situation continue à se dégrader. Diverses mesures ont été prises, mais elles nécessiteront du temps pour devenir effectives.

Je voulais encore m'exprimer sur le projet de modification de la loi sur le Tribunal fédéral qui va vous être soumis sous peu. Je dirai simplement que le Tribunal fédéral soutient l'idée d'élargir les possibilités de recours à toutes les matières juridiques, mais qu'il aimeraient d'un autre côté être déchargé, dans une certaine mesure, dans les causes de peu d'importance ou dans les causes donnant lieu à des recours répétitifs. C'est un projet qui vous sera soumis dans les années à venir et qui est d'une importance primordiale pour le Tribunal fédéral.

Enfin, pour les trois autres tribunaux de la Confédération, je ne peux que souscrire à ce qui a été dit: le travail est fait et les justiciables reçoivent des décisions correctes et dans des délais tout à fait raisonnables.

*Eintreten ist obligatorisch
L'entrée en matière est acquise de plein droit*

Bundesbeschluss über die Geschäftsführung des Bundesgerichtes im Jahre 2014 Arrêté fédéral approuvant la gestion du Tribunal fédéral en 2014

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf GPK-NR/SR

Titre et préambule, art. 1, 2
Proposition de la commission
Adhérer au projet CdG-CN/CE

Angenommen – Adopté

Le président (Rossini Stéphane, président): L'entrée en matière étant acquise de plein droit, il n'y a pas de vote sur l'ensemble.

15.001

Geschäftsbericht des Bundesrates 2014

Rapport de gestion du Conseil fédéral 2014

Erstrat – Premier Conseil

Bestellung: BBL, Vertrieb Bundespublikationen, 3003 Bern
Commande: OFCL, Diffusion des publications fédérales, 3003 Berne
Nationalrat/Conseil national 08.06.15 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 08.06.15 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 10.06.15 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Nationalrat/Conseil national 19.06.15 (Fortsetzung – Suite)

Le président (Rossini Stéphane, président): Nous allons traiter le rapport de gestion du Conseil fédéral comme les années précédentes: la discussion est divisée en quatre blocs, réunissant chacun deux départements. Vous avez reçu un document qui précise la répartition des départements et leur ordre de passage. Vous avez également reçu la liste des orateurs des groupes. Nous allons traiter aujourd'hui trois blocs; le dernier d'entre eux, qui concerne le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication et le Département fédéral de l'intérieur, sera traité quant à lui le vendredi 19 juin prochain.

Block 1 – Bloc 1

*Justiz- und Polizeidepartement
Département de justice et police*

*Bundeskanzlei
Chancellerie fédérale*

Joder Rudolf (V, BE), für die Kommission: Für die Prüfung des Geschäftsberichtes des Bundesrates hat die GPK während drei Sitzungstagen alle Mitglieder des Bundesrates und die Bundeskanzlerin angehört. Zudem haben die zuständigen Subkommissionen unserer Kommission mit Vertretern der verselbstständigten Einheiten und Unternehmen des Bundes – SBB, Post, Swisscom, Skyguide, Ruag, Schweizerische Nationalbank, Finma und ETH – Aussprachen und Hearings durchgeführt. Dabei standen die Eignerstrategie des Bundes und die Erfüllung der strategischen Ziele im Vordergrund. Zusätzlich wurden durch die GPK-Subkommissionen Anhörungen zu spezifischen Themen wie beispielsweise Export von Kriegsmaterial, Personalreporting des Bundes und Risikomanagement durchgeführt.

Einen Schwerpunkt der Arbeiten der GPK stellten die Probleme im Beschaffungswesen dar. Auslöser dazu waren die Korruptionsaffäre beim Seco, das gescheiterte IT-Projekt Mistra, die Vorwürfe der Begünstigung im Bundesamt für Strassen, Probleme bei der Zentralen Ausgleichsstelle der AHV in Genf sowie das gescheiterte Informatikprojekt Insieme. Aufgrund dieser Vorfälle bestimmte die GPK die Probleme des Bundes im öffentlichen Beschaffungswesen als Querschnittsthema für die Anhörungen mit dem Bundesrat.

Zudem wurden im Februar 2014 in beiden Räten zwei gleichlautende Motionen mit dem Titel «Dringliche Kontrollmassnahmen betreffend die Vergabe von Aufträgen durch die Bundesverwaltung» eingereicht. Mit diesen Vorstößen ist der Bundesrat beauftragt worden, bis zum 1. Januar 2015 in der gesamten Bundesverwaltung das elektronische Vertragsmanagement einzuführen, um mit einem wirksamen Controlling die mit externen Unternehmen abgeschlossenen Verträge gezielt überprüfen zu können. Als Ergebnis der Anhörungen des Bundesrates konnte die GPK feststellen, dass das elektronische Vertragsmanagement in fast allen Ämtern



der zentralen Bundesverwaltung innert Frist eingeführt worden ist. Nur in einigen Bereichen des VBS und im EDA ist es zu Verzögerungen gekommen. Das VBS begründete die Verzögerung mit abweichenden Prozessmodellen und komplexen Systemen. Es hat aber in Aussicht gestellt, dass bis Ende dieses Jahres alle Vorgaben umgesetzt werden. Das EDA wird seine Umstellung bis 2018 abgeschlossen haben, wobei die Schnittstellen so bereinigt sind, dass eine bundesweite Auswertung ab 2015 sichergestellt ist.

Die GPK begrüßt die im Jahre 2014 erreichten Fortschritte des Bundesrates im Bereich des Beschaffungswesens und anerkennt die von ihm vorgenommenen Verbesserungen. Die Prüfung des Geschäftsberichtes und die Auswertung der Hearings erlauben der GPK die Feststellung, dass die Bundesverwaltung und der Bundesrat im Jahre 2014 im Sinne der Prüfungskriterien der parlamentarischen Oberaufsicht insgesamt eine gute Arbeit geleistet haben, wofür wir bestens danken.

Auch danken möchte ich dem Sekretariat der GPK für die sehr professionelle Unterstützung und allen Mitgliedern unserer Kommission für die konstruktive und zielführende Zusammenarbeit.

Ich beantrage Ihnen, den Geschäftsbericht des Bundesrates 2014 zu genehmigen.

Graber Jean-Pierre (V, BE), pour la commission: Durant l'année 2014 et au début de cette année, la Commission de gestion du Conseil national a exercé la haute surveillance parlementaire sur la gestion du Conseil fédéral et de l'administration fédérale s'agissant du Département fédéral de justice et police en abordant de nombreux thèmes et en procédant à plusieurs auditions utiles.

Quant au rapport de gestion du Conseil fédéral pour l'année 2014, la commission a décidé de transmettre au Conseil national de brèves informations relatives à deux thèmes: premièrement, les liens que le DFJP entretient avec le DFAE dans la perspective d'une efficacité optimale de son action politique; deuxièmement, l'application de l'accord de Dublin suite à un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme.

S'agissant des liens entre le DFJP et le DFAE, Madame la présidente de la Confédération estime qu'ils sont excellents en raison de sa volonté et de celle de ses principaux collaborateurs et de ses principales collaboratrices de partager des analyses avec le DFAE et de coopérer avec lui chaque fois que cela est nécessaire. La cheffe du département est très régulièrement informée des dimensions internationales de tous les dossiers qui lui sont transmis. Des dialogues mensuels sont organisés à cet effet.

La plupart des questions qui relèvent des accords de Schengen/Dublin transitent par l'Office fédéral de la justice. En ce domaine, cet office assume une importante fonction de coordination et entretient des contacts très étroits notamment avec la Direction du droit international public.

L'immigration constituant par essence un phénomène transnational, le Secrétariat d'Etat aux migrations est nécessairement en contact très étroit avec le Département fédéral des affaires étrangères et, ces derniers temps, plus particulièrement avec la Direction des affaires européennes.

Le Conseil fédéral a adopté le mandat de négociation avec l'Union européenne sur la libre circulation des personnes à la suite de l'acceptation par le peuple de l'initiative populaire «contre l'immigration de masse» le 9 février 2014. Ici aussi, la collaboration entre le DFAE et le Secrétariat d'Etat aux migrations est forte puisque le secrétaire d'Etat aux migrations, Mario Gattiker, dirigera les négociations avec Bruxelles en étant accompagné d'un négociateur coresponsable en la personne d'Henri Gétaz, directeur de la Direction des affaires européennes.

En matière de lutte contre le terrorisme djihadiste, l'Office fédéral de la police a mis sur pied la «task force» TETRA – contraction de «terrorist travellers» – au sein de laquelle le DFAE est également représenté.

Le 4 novembre 2014, la Cour européenne des droits de l'homme a rendu un arrêt faisant suite au recours d'une fa-

mille afghane contre la décision du Tribunal administratif fédéral qui avait confirmé la décision du Secrétariat d'Etat aux migrations de la renvoyer en Italie en vertu du règlement de Dublin. Dans cet arrêt, la Cour européenne des droits de l'homme a déclaré que la Suisse ne pouvait renvoyer cette famille en Italie qu'après avoir obtenu des autorités italiennes une garantie écrite qu'elle serait accueillie sur le territoire transalpin dans des conditions de logement décentes et en préservant l'unité familiale.

Le 27 mars 2015, la sous-commission DJFP/Chancellerie fédérale de la Commission de gestion a reçu le secrétaire d'Etat Gattiker afin d'être informée des implications pour la Suisse de l'arrêt précité. Monsieur Gattiker a d'abord précisé que cette décision ne valait que pour les familles avec enfants. Il a ensuite indiqué que cet arrêt s'appliquait à tous les pays signataires du règlement de Dublin, en ajoutant que la moitié des décisions de renvoi des 27 Etats européens de l'espace Dublin vers l'Italie concernaient la Suisse. Entre le 4 novembre 2014 et début mars 2015, le Secrétariat d'Etat aux migrations a demandé à l'Italie les garanties évoquées dans 141 cas.

La Commission de gestion a également appris que, depuis 2011, la Suisse, à l'instar d'autres pays de l'espace Dublin, n'appliquait pas la procédure Dublin aux personnes qui pourraient être renvoyées en Grèce, ce pays n'étant pas en mesure d'offrir des conditions d'hébergement convenables. Le temps qui nous est imparti ne nous permet pas de vous communiquer d'autres informations intéressantes au sujet d'un département dont la gestion des phénomènes migratoires est forcément controversée, mais qui agit clairement dans le respect de la législation.

Streiff-Feller Marianne (CE, BE), für die Kommission: Ich spreche zum Geschäftsbereich der Bundeskanzlei.

Im Berichtsjahr 2014 hat sich die GPK nur am Rande mit der Bundeskanzlei befasst. Das ist kein schlechtes Signal, es kann so interpretiert werden, dass im Moment keine tiefer greifenden Fragen anstehen.

An der GPK-Sitzung vom 21. Mai 2015 fand im Rahmen der Behandlung des Geschäftsberichtes eine Aussprache mit Bundeskanzlerin Corina Casanova statt. Die Bundeskanzlei gab sich für 2014 drei übergeordnete Ziele: erstens die Umsetzung der Aufträge aus der Revision des Regierungs- und Verwaltungsorganisationsgesetzes, zweitens die effiziente, prozess- und zielgerichtete Aufgabenerfüllung und drittens die zeit- und fachgerechte Umsetzung der strategischen Projekte. Die GPK hat das Reporting zu den Inhalten der einzelnen Punkte positiv zur Kenntnis genommen.

Zur Organisationsverordnung des Gesamtbundesrates: Im Rahmen des bundesrätlichen Auftrages setzte die Bundeskanzlei die Parlamentsbeschlüsse über die Organisationsverordnung für den Bundesrat auf den 1. Januar 2014 um. Es handelt sich dabei für den Bundesrat um eine Premiere, denn während alle Departemente und die Bundeskanzlei bereits über dieses Instrument verfügten, kannte der Bundesrat bis dato kein entsprechendes Regelwerk.

Wie es der Bundesrat gefordert hatte, wurde die neue Verordnung schlank gehalten. Sie regelt Verschiedenes, das bisher nirgends festgeschrieben war, so zum Beispiel die Departementszuteilung, die Schwerpunkte der Außenpolitik, die Unterschriften und auch die Annahme von Geschenken. Der Bundesrat seinerseits hat daraufhin den Verhaltenskodex für Bundesräte, das sogenannte Aide-Mémoire, einer Totalrevision unterzogen. Darin ist unter anderem die persönliche Stellung der Mitglieder des Bundesrates geregelt sowie der Besuch von Anlässen und der Verhaltenskodex nach dem Ausscheiden aus dem Bundesrat enthalten. Angepasst wurden auch das Regierungs- und Verwaltungsorganisationsgesetz sowie die Organisationsverordnung für die Bundeskanzlei.

Zum Präsidialdienst und zur Krisenfrüherkennung: Die konzeptionellen Vorbereitungsarbeiten für den Präsidialdienst wurden 2014 abgeschlossen, die Vereinbarungen zur Detaillierung des EDA-Diplomaten und seiner Assistentin in die Bundeskanzlei wurden unterzeichnet. Diese Personen sind



nun in der Bundeskanzlei tätig. Somit ist der Präsidialdienst einsatzbereit. Die Sektion «Krisenmanagement-Ausbildung des Bundes» in der Bundeskanzlei steht seit dem 1. Januar 2014 bereit, um den Krisenstab der Bundespräsidentin oder des Bundespräsidenten bzw. andere vom Bundesrat eingesetzte Krisenorgane methodisch zu beraten und Dienstleistungen im Bereich Führungsunterstützung anzubieten. Zu den Perspektiven 2030: Der Bericht gleichen Namens wurde im Berichtsjahr erstellt. Darin geht es um die wichtigsten Zukunftsfragen für die Schweiz und für den Bund, um Chancen und Risiken im Hinblick auf das Jahr 2030. Der Bericht dient auch als Grundlage für die Legislaturplanung, welche im Januar 2016 dem Parlament unterbreitet wird. Im Namen der GPK danke ich der Bundeskanzlerin, ihren Kadern und übrigen Mitarbeitenden für ihre qualitativ hochstehende Aufgabenerfüllung im Berichtsjahr und für die Berichterstattung zuhanden des Parlamentes.

Heer Alfred (V, ZH): Ich spreche im Namen der SVP-Fraktion, nicht als Präsident der Subkommission EJPD/BK. Tatsächlich können wir feststellen: Im EJPD wird die Arbeit eigentlich so weit gut erledigt. Es gibt aber politische VorKommissone, vor allem mit Dublin, Kollege Graber hat es angesprochen, die uns doch zu denken geben müssen. Wie Sie wissen, wurde mit Dublin der Stimmbevölkerung seinerzeit versprochen, dass wir mit diesem Instrument die Mittel hätten, Flüchtlinge in das Land zurückzusenden, in dem sie das erste Mal europäischen Boden betreten haben. Aber in der Praxis sieht es natürlich so aus, dass die allergrösste Mehrheit dieser Personen nicht registriert wird. Wir stellen auch fest, wenn wir die Zahlen von 2012, 2013 und 2014 vergleichen, dass Italien, obwohl man dort fast dreimal mehr Personen aufgreift, faktisch keine Hand mehr bietet zu Rücküberführungen. Es ist klar: Italien leistet eine grosse Arbeit. Das ist aber nur die eine Seite. Das Herausfischen von Flüchtlingen aus dem Mittelmeer ist aus humanitären Gründen sicher gerechtfertigt, aber es ist natürlich keine Lösung, wenn diese Personen dann einfach in die nordeuropäischen Länder geschickt werden, weil dort die Sozialleistungen besser sind.

Man muss auch sagen, dass es ein Versagen der ganzen Europäischen Union ist. Wir dürfen nicht vergessen, dass die Strukturen in Libyen von den Franzosen zerschlagen wurden. Gaddafi war sicherlich nicht der Freund unseres Landes. Aber wenn strategisch Länder bombardiert werden, sei es Libyen, sei es Irak, sei es Syrien, auch durch EU-Länder, Grossbritannien und Frankreich an vorderster Front, dann müsst man von der Europäischen Union im Allgemeinen und von diesen Grossmachtstaaten im Besonderen auch erwarten können, dass sie eine Lösung dafür bieten, diese Flüchtlingsströme zu stoppen. Dazu würde beispielsweise zählen, dass man in Libyen einen Sicherheitskorridor erstellt, dass also die Möglichkeit, überhaupt aufs Meer zu gelangen, gar nicht gegeben wird.

Die Schweiz kann diese Flüchtlingsprobleme nicht lösen, und wir lösen sie auch nicht, indem wir die Mafia und die Schlepper damit belohnen, dass sie am Leid und am Unglück dieser Personen Geld verdienen. In Afrika leben Hunderte Millionen von Menschen, die gerne nach Europa flüchten möchten und auch flüchten werden, vor allem dann, wenn wir dies nicht unterbinden. Da ist sicherlich das EJPD gefordert, mit den europäischen Partnern eine Lösung zu finden. Wenn dies nicht möglich ist, dann bleibt als letzte Konsequenz für uns Schweizerinnen und Schweizer eigentlich nur noch eine bessere Abschottung der Schweizer Grenzen, denn so, wie es jetzt läuft, kann es nicht weitergehen. Wenn wir einen Bericht zu den Perspektiven 2030 haben, dann wird er bald in schwarzer Tinte neu geschrieben werden müssen.

Hiltbold Hugues (RL, GE): J'interviendrai sur l'objectif 1, «Migration et intégration», du Département fédéral de justice et police, cité dans le document «Objectifs du Conseil fédéral 2015», et plus spécifiquement sur la mise en oeuvre de l'initiative «contre l'immigration de masse».

Le oui du peuple suisse, le 9 février 2014, à l'initiative «contre l'immigration de masse» est un signal en faveur d'une politique migratoire plus stricte. Le PLR respecte évidemment l'avis des citoyens et soutient, et soutiendra encore, le Conseil fédéral dans la mise en oeuvre de l'initiative. Cependant, il faut aussi constater qu'à neuf reprises, le peuple suisse a dit oui à la voie bilatérale et à la libre circulation des travailleurs, lors de scrutins populaires qui ont eu lieu ces dix dernières années. Le Conseil fédéral doit donc tout entreprendre pour négocier avec l'Union européenne.

Le PLR souhaite une politique migratoire qui soit ferme, mais juste. Des mesures doivent servir de base pour réduire de manière efficace l'immigration, tout en maintenant la voie bilatérale, qui a été un succès. La politique des contingents et la stricte préférence nationale, qui régissent l'immigration en provenance des pays tiers, ne permettent pas de réduire le nombre de titres de séjour attribués, qui s'élève toujours aujourd'hui à plus de 40 000 par année. L'immigration provenant de pays tiers doit donc être limitée par des conditions plus strictes.

Compte tenu de la situation actuelle relative au franc fort, la place économique suisse doit être soutenue par des conditions-cadres efficaces, et nous ne pouvons pas nous permettre de rompre avec notre partenaire principal qu'est l'Union européenne.

Pour le PLR, la recherche d'une solution d'application de l'initiative «contre l'immigration de masse» peut se faire en deux étapes. Tout d'abord, le Conseil fédéral doit tout faire pour tenter de trouver une solution avec l'Union européenne lui permettant d'appliquer le projet en respectant la volonté populaire, tout en maintenant la voie bilatérale. Si, d'avenir, cette voie s'avérait sans issue, il faudrait alors jouer cartes sur table avec la population et soumettre au vote les deux propositions: soit le maintien des bilatérales, associé à une politique migratoire ferme et juste, soit l'application stricte de l'initiative, comportant un risque d'isolement.

L'économie suisse dépend de l'immigration en provenance des pays de l'Union européenne, et ce dans différents domaines. Toutefois, il faut remédier de façon ciblée aux faits répréhensibles de dumping salarial, de tourisme social et de contrats de travail fictifs, afin que cette immigration reste dans l'intérêt de notre pays.

L'accord sur la libre circulation des personnes ne garantit pas un droit de séjour inconditionnel. Il exige comme condition d'établissement en Suisse soit la qualité de travailleur salarié, soit des moyens financiers suffisants. Ces critères doivent être soumis à un contrôle plus strict et, en cas de non-respect, le droit de séjour doit être retiré. Les cantons, dans ce domaine, devront améliorer et unifier leurs pratiques.

La Suisse a une longue tradition humanitaire en matière d'asile et doit pouvoir la conserver, mais cette dernière doit être accompagnée de conditions-cadres. Cela passe aussi par une accélération de la procédure qui garantisse une politique d'asile cohérente et efficace. Les personnes qui ont le droit au statut de requérant d'asile en Suisse doivent pouvoir obtenir rapidement une réponse positive, ce qui facilite leur intégration, en particulier sur le marché de l'emploi. L'accélération de la procédure d'asile – j'en ai parlé à plusieurs reprises lors de ce même exercice ces dernières années – doit se faire à la fois dans le respect de l'Etat de droit et sans être bloquée par d'interminables voies de recours.

L'immigration doit rester dans l'intérêt de la Suisse et doit contribuer à maintenir la prospérité de notre pays. C'est pour cette prospérité que le Parti libéral-radical et son groupe parlementaire luttent en vue de maintenir les accords bilatéraux avec l'Union européenne.

Sommaruga Simonetta, Bundespräsidentin: Ich gehe gerne auf die Themen ein, die jetzt im Rahmen der Berichterstattung erwähnt worden sind. Ich danke zuerst für die gute Aufnahme der Arbeit meines Departementes durch die Kommission. Ich danke auch für die positive Schilderung in Bezug auf die Zusammenarbeit in internationalen Fragen



und in der schweizerischen Aussenpolitik zwischen dem EDA und meinem Departement.

Ich gehe zuerst auf die Flüchtlingssituation im Mittelmeerraum ein. Es ist so, dass wir im Moment verschiedene Krisen und Kriege haben. Ich erwähne jetzt nur Syrien und Irak, aber selbstverständlich gibt es auch in verschiedenen afrikanischen Staaten – ich denke z. B. an die Zentralafrikanische Republik – zurzeit Krisen- und Kriegssituationen, die so viele Flüchtlinge hervorgebracht haben, wie wir das seit dem Zweiten Weltkrieg nicht mehr hatten. Man spricht von rund 50 Millionen Menschen, die weltweit auf der Flucht sind.

Über 90 Prozent dieser Flüchtlinge sind nicht in Europa, sind nicht in der Schweiz, sondern befinden sich in den ärmsten Staaten der Welt, nämlich häufig in den Nachbarstaaten, oder sind intern vertrieben. Ich denke, es ist wichtig, das zu sehen. Deshalb hat der Bundesrat seine Politik immer so ausgerichtet, dass er gesagt hat, das Wichtigste sei die Hilfe vor Ort. Wir müssen die Nachbarstaaten unterstützen, wie wir das z. B. mit Libanon und Jordanien machen. Wir müssen die Menschen unterstützen, die mit ihrer Solidarität, mit ihrer Grosszügigkeit enorme Leistungen erbringen. Wir müssen ihnen aufzeigen, dass wir mit ihnen solidarisch sind.

Ich nenne Ihnen nur ein Beispiel aus Jordanien, weil ich das selber gesehen habe. Mittlerweile sind weit über 600 000 syrische Flüchtlinge nach Jordanien gekommen. Jordanien ist ein Staat mit rund 6 Millionen Einwohnerinnen und Einwohnern. In Jordanien gehen am Morgen die jordanischen Kinder in die Schule, damit am Nachmittag die syrischen Kinder in die Schule gehen können. Das ist die Situation. Ich denke, wir müssen diesen Staaten zeigen, dass wir ihre enormen Leistungen anerkennen und wertschätzen, und sie entsprechend unterstützen.

Selbstverständlich gibt es aber auch Menschen, die weiter fliehen, die bis nach Europa kommen. Sie wissen auch und haben es mehrfach gelesen, wie viele Menschen auf diesen Fluchtwegen sterben oder Grässliches erleben – noch einmal: grösste Not erleben. Ein winzig kleiner Teil von ihnen schafft es bis nach Europa und bis in die Schweiz.

Es wurde richtig gesagt: Es gibt in dieser Situation keine nationalen Lösungen. Asyl, Flüchtlinge, Migration sind per se internationale Themen. Deshalb sind wir gut beraten, wenn wir im Rahmen von Dublin – wir sind ja assoziiertes Mitglied und damit Teil davon – unsere Vorstellungen, aber auch unsere Ideen und unsere Erwartungen einbringen. Es ist eine Tatsache, dass es innerhalb der Dublin-Staaten bei den Asylsystemen trotz Bemühungen noch immer Unterschiede gibt: in Bezug auf die Anerkennungsquoten, die Betreuungsangebote und die Integration. Solange es da unterschiedliche Standards gibt, führt das natürlich dazu, dass es auch immer wieder zu einer Weiterwanderung innerhalb des Dublin-Raumes kommt. Diese Sekundärmigration ist eine Belastung für das Dublin-System.

Insgesamt muss man natürlich sagen, dass die heutige Situation – es gibt weltweit so viele Flüchtlinge wie seit dem Zweiten Weltkrieg nicht mehr – das ganze Dublin-System einer Belastungsprobe unterzieht. Die Schweiz hat deshalb ihre Kontakte mit anderen Dublin-Staaten massiv intensiviert. Wir wollen gemeinsame Lösungen finden. Wir sind ein Teil dieses Dublin-Raumes. Der Bundesrat vertritt die Auffassung, dass die Verpflichtungen, welche aus der Dublin-III-Verordnung resultieren, von allen Dublin-Staaten eingehalten werden müssen. Das haben wir deutlich gesagt, und wir sagen es auch immer wieder, wenn wir mit den anderen europäischen Staaten zusammenkommen.

Die momentane Situation mit den Anlandungen in den Mittelmeerländern zeigt auf, dass eine gesamteuropäische Vorgehensweise zielführend ist. Wir haben immer wieder auf eine solche Vorgehensweise gedrängt, und wir werden das weiterhin tun. Es braucht hier europäische Antworten und nicht nationalstaatliche. Deshalb begrüssst es die Schweiz, dass am 13. Mai dieses Jahres in der Europäischen Kommission eine Migrationsagenda vorgestellt worden ist. Wir begrüssen die Massnahmen, weil sie dazu dienen können, dass Europa als Gemeinschaft hier Lösungen sucht, sei es, um mit der unterschiedlichen Belastung in den verschieden-

nen Staaten innerhalb von Europa umzugehen, sei es, um einen gemeinsamen europäischen Raum aufzubauen zu können, mit dem das Dublin-System dann eben gestärkt und nicht geschwächt wird.

Ich komme zu weiteren Fragen auch im Zusammenhang mit dem Asylbereich: Ich habe in der Kommission ebenfalls vorgestellt, was im Bereich Asylgesetzgebung alles läuft. Sie wissen, dass wir seit mehreren Jahren eine Neustrukturierung im Asylbereich anstreben, um die Asylverfahren massiv zu beschleunigen; das dient den Kantonen, das dient dem Bund. Es dient vor allem aber auch den Menschen, die betroffen sind, wenn sie schneller wissen, ob sie hierbleiben können und Schutz bekommen oder ob sie unser Land wieder verlassen müssen.

Die Neustrukturierung bringt eine grosse Gesetzesvorlage, die nächste Woche im Ständerat besprochen wird. Wir konnten dank der Möglichkeiten, die Sie uns im Rahmen der dringlichen Asylgesetzgebung gegeben haben, die Modalitäten in einem Testbetrieb in Zürich bereits ausprobieren. Die Resultate werden laufend evaluiert. Die ersten Resultate sind ermutigend, weil sie zeigen, dass es möglich ist, effiziente, rasche und faire Asylverfahren durchzuführen. Diese Neustrukturierung wird dann auch von Ihnen beraten werden.

In diesem Zusammenhang brauchen wir auch Standorte, weil wir ja dann auch ungefähr 60 Prozent der Asylgesuche in den Bundeszentren behandeln wollen, wo alle Akteure vor Ort sind. Diese Standortplanung machen wir in intensiver Zusammenarbeit mit den Kantonen. Die Standortplanung schreitet voran, das Staatssekretariat für Migration hat über hundert Standorte geprüft. Man ist jetzt daran, mit den Kantonen, mit den insgesamt sechs Regionen solche Standorte festzulegen. Einzelne wurden bereits kommuniziert respektive werden in der nächsten Zeit kommuniziert werden.

Ich komme noch zum Thema Umsetzung der Masseneinwanderungs-Initiative. Sie erinnern sich: Der Bundesrat hat kurz nach der Annahme der Masseneinwanderungs-Initiative am 9. Februar 2014 gesagt, wie er vorzugehen gedenkt. Er hat sich an alles, was er damals gesagt hat, auch gehalten. Er hat gesagt, dass er bis Mitte 2014 ein Umsetzungskonzept vorlege, das er gemeinsam mit den Wirtschaftsakteuren sowie mit den Kantonen und Gemeinden vorbereiten werde. Im Juni hat der Bundesrat ein solches Umsetzungskonzept vorgelegt. Wir haben dann gesagt, dass wir bis Ende Jahr eine Vernehmlassungsvorlage ausarbeiten, damit die Umsetzung dieses Artikels im Gesetz konkretisiert ist. Wir haben zudem gesagt, dass wir ein Verhandlungsmandat ausarbeiten. Wir haben beides Anfang Februar vorgelegt. Die Vernehmlassung zur Gesetzesvorlage hat bis am 28. Mai stattgefunden. Jetzt werden wir die Rückmeldungen auswerten. Wir haben dann ebenfalls das Verhandlungsmandat verabschiedet. Wie Sie sich erinnern, hat die EU letztes Jahr keine Gespräche führen wollen. Sie hat es abgelehnt, überhaupt mit der Schweiz ins Gespräch zu kommen. Seit Anfang Februar konnte ich mit dem Kommissionspräsidenten, Herrn Juncker, vereinbaren, dass wir Konsultationen zu dieser Frage durchführen. Ich kann Ihnen heute sagen, dass diese Konsultationen stattfinden.

Wie geht es weiter? Wir haben also einmal die Gesetzgebung, bei der wir jetzt die Vernehmlassung auswerten. Wir brauchen ein Umsetzungskonzept, wie immer, wenn eine Volksinitiative angenommen worden ist. Wir haben im neuen Verfassungstext aber auch den Auftrag, völkerrechtliche Verträge, die im Widerspruch zu diesen neuen Vorgaben zur Steuerung der Zuwanderung stehen, anzupassen und neu zu verhandeln. Deshalb haben wir das Verhandlungsmandat verabschiedet. Wir sind aufgrund des neuen Verfassungartikels gehalten, Verträge, die dem neuen Verfassungartikel widersprechen, anzupassen und neu zu verhandeln, und wir werden darauf insistieren, dass wir das tun, denn wir sind verfassungsmässig verpflichtet, so vorzugehen. Das ist der aktuelle Stand der Dinge in dieser Frage.

Ich bin mir bewusst, dass seit dem 9. Februar 2014 eine beträchtliche Unsicherheit herrscht. Es wird auch immer wieder, gerade von der Wirtschaft, die Botschaft an den Bun-



desrat herangetragen, es sei schwierig für die Wirtschaft, nebst der Frankenstärke auch die seit dem 9. Februar herrschende Unsicherheit zu ertragen. Zu dieser Unsicherheit hat der Bundesrat schon vor der Abstimmung gesagt: Wenn Sie einen Vertrag neu verhandeln und anpassen müssen, dann brauchen Sie auf der anderen Seite einen Vertragspartner, der bereit ist, diesen Vertrag neu zu verhandeln – und diese Unsicherheit ist in der jetzigen Situation eine Belastung für unsere Wirtschaft. Dessen sind wir uns sehr bewusst, aber wir haben den Verfassungsauftrag, Verträge anzupassen, neu zu verhandeln. Deshalb werden wir ein Stück weit wahrscheinlich mit dieser Unsicherheit leben müssen, denn mit der Abstimmung vom 9. Februar ist dieses Szenario jetzt so eingetreten.

Der Bundesrat wird selbstverständlich alles dafür tun, dass wir das, was die Bevölkerung entschieden hat, nämlich eine eigenständige Steuerung der Zuwanderung, gleichzeitig aber auch die Stärkung und die Beibehaltung des bilateralen Weges weiterverfolgen und im Interesse unseres Landes, unserer Bevölkerung, unserer Wirtschaft umsetzen können.

Casanova Corina, Bundeskanzlerin: Ich danke der GPK für die Berichterstattung, ich danke auch der Berichterstatterin zum Geschäftsbereich der Bundeskanzlei.

Das Jahr 2014 stand unter dem Zeichen der Umsetzung der Teilrevision des Regierungs- und Verwaltungsorganisationsgesetzes, die Ihr Rat ja im Jahr 2012 beschlossen hatte. Es gab verschiedene Aufträge des Bundesrates an die Bundeskanzlei, unter anderem diejenigen, eine Organisationsverordnung für den Bundesrat zu entwerfen und das Aide-Mémoire für die Mitglieder des Bundesrates und die Bundeskanzlerin bzw. den Bundeskanzler totalzurevidieren. Die Vorgaben waren so, dass die Organisationsverordnung schlank sein und das Aide-Mémoire auch öffentlich zugänglich gemacht werden sollte.

Die Organisationsverordnung – es ist die erste, über die der Bundesrat verfügt – enthält einige Neuerungen. Es wird darin zum Beispiel die Reihenfolge der Mitglieder des Bundesrates oder die Annahme von Geschenken geregelt. Die Mitglieder des Bundesrates und die Bundeskanzlerin dürfen im Rahmen ihrer Funktion keine Geschenke annehmen, weder für sich selber noch für andere. Solche von geringfügigem Wert und solche, die sozial üblich sind, können sie für sich behalten. Falls es grössere Geschenke sind, die man aus Anstandsgründen nicht ablehnen darf, werden sie für den Bund entgegengenommen.

Das Aide-Mémoire wurde totalrevidiert, und es wurden dabei auch verschiedene Privilegien gestrichen. Es ist zum Beispiel auch neu geregelt worden, dass die Mitglieder des Bundesrates, wenn sie aus dem Amt austreten und allfällige Mandate annehmen, sorgfältig darauf achten sollen, dass es keine Interessenkonflikte mit ihrer vorherigen Tätigkeit gibt.

In diesem Sinne hat die Bundeskanzlei die Arbeiten für den Bundesrat gerne so erfüllt und auch neue Aufgaben aufgenommen, zum Beispiel den Präsidialdienst, der dieses Jahr eingesetzt worden ist. Andere Bestimmungen sind letztes Jahr schon in Kraft getreten. Dazu gehört auch die kontinuierliche Lage- und Umfeldanalyse, das war auch ein Auftrag des Parlamentes an die Bundeskanzlei.

Ich danke für die Berichterstattung in diesem Rat.

miert, zwei Geschäfte, die in dieser Session entweder bei uns oder im Ständerat traktandert sind. Aus diesem Grund verzichte ich auf eine zusätzliche Berichterstattung darüber. Eine weitere Information erfolgte über den Sicherheitsverbund Schweiz. Dieser wurde nach einer Idee im Sicherheitspolitischen Bericht 2010 geschaffen. Die Führung dieses Verbundes besteht aus dem Präsidenten der Regierungskonferenz Militär, Zivilschutz und Feuerwehr, dem Präsidenten der Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektoren, der Vorsteherin des EJPD und dem Vorsteher des VBS. Der Sicherheitsverbund wurde erstmals für vier Jahre, das heisst bis 2015, geschaffen; in der Zwischenzeit wurde eine Verlängerung von vier Jahren beschlossen, denn die Plattform für den Austausch unter diesen verschiedenen Organisationen ist sehr wichtig.

Das zentrale Projekt dieses Verbundes war die Sicherheitsverbundübung 2014, an der sich alle 26 Kantone beteiligten. Das Thema dieser Übung war eine Strommangellage während mehrerer Monate. Eine solche Lage würde sich unter anderem auf die Privatwirtschaft, ganz besonders auch auf Grossverteiler und Produktionsunternehmen und auf die Stromverteilung auswirken. Diese Übung hat gezeigt, dass die Zusammenarbeit im Sicherheitsverbund gut funktioniert.

Der Sicherheitsverbund befasst sich auch mit Cyberdefence und arbeitet mit weiteren Dienststellen wie der Melde- und Analysestelle Informationssicherung (Melani) oder mit Grossverteilern und Infrastrukturwerken zusammen. Eine Arbeitsgruppe formuliert Empfehlungen zur Umsetzung von Massnahmen innerhalb des Sicherheitsverbundes.

In einem weiteren Projekt wird ein sicheres Verbundnetz, das heisst ein Führungsnetz geplant, das man auch stromunabhängig einsetzen könnte und mit dem man ganz besonders auch bei Naturkatastrophen eine hohe Sicherheit bieten könnte. Bei diesem Projekt werden die Grundlagen von der Armee geschaffen.

Dieser Sicherheitsverbund ist das einzige Organ der Schweiz, bei dem Bund und Kantone paritätisch vertreten sind, und zwar bei der Planung, der Organisation und den Kosten.

In einem weiteren Punkt informierte uns Bundesrat Maurer, dass zwischen dem EDA und dem VBS die Zusammenarbeit verbessert wurde und diese sich gut eingespielt hat. Das EDA und das VBS haben viele Berührungspunkte, zum Beispiel die Militärattachés, die mit den Botschaften zusammenarbeiten. Auch die Uno-Militärbeobachter arbeiten eng mit dem EDA zusammen. Wenn das Schweizerische Katastrophenhilfekorps ausrückt, stammt mindestens die Hälfte der Leute aus dem VBS. Die Zusammenarbeit zwischen EDA und VBS besteht nicht nur in der Theorie, sie wird gelebt, und es besteht ein reger Austausch.

Ich komme zu einem weiteren Thema, das ich noch erwähnen möchte: Die GPK wurde von der Finanzdelegation im letzten Jahr über verschiedene Probleme bei der Rüstungsbeschaffung im Zusammenhang mit der Armasuisse informiert. Gemäss ihren Feststellungen ist die Zusammenarbeit zwischen der Armee als Bestellerin und der Armasuisse als Beschafferin schwierig, unter anderem auch, weil die Rollen und Aufgaben der beiden Bereiche nicht klar genug definiert sind. Der Bundesrat bestätigte, dass Spannungsverhältnisse bestehen, unter anderem auch, weil Bestellungen und Aufträge manchmal zu wenig kommuniziert wurden.

Ein externer Berater analysierte die Schwierigkeiten. Die Projektorganisation wurde gestrafft, und es wurden klare Zuständigkeiten festgelegt. Die Mitarbeitenden der Armee, welche Bestellungen aufgeben, werden betriebswirtschaftlich ausgebildet. Es gibt Führungsrapporte zwischen dem Chef der Armee und dem Rüstungschef. Mit diversen Massnahmen soll sichergestellt werden, dass die Zusammenarbeit verbessert wird, die Beschaffungszeit gestrafft werden kann und so auch die Rüstungsprogramme schneller angepasst werden können. Die Umsetzung dieser Änderung in der Zusammenarbeit von Armasuisse und VBS und in der Rüstungsbeschaffung wird kritisch weiterverfolgt werden; die GPK wird hier entsprechend nachfragen.

Block 2 – Bloc 2

*Departement für auswärtige Angelegenheiten
Département des affaires étrangères*

*Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport
Département de la défense, de la protection de la population et des sports*

Glanzmann-Hunkeler Ida (CE, LU), für die Kommission: Anlässlich unserer Sitzung wurden wir über die Weiterentwicklung der Armee und über das Nachrichtendienstgesetz infor-



Als Subkommissionspräsidentin möchte ich dem Vorsteher des VBS und auch dem Vorsteher des EDA für die gute und konstruktive Zusammenarbeit danken!

Hiltbold Hugues (RL, GE), pour la commission: J'interviendrai au nom de la commission pour évoquer le Département fédéral des affaires étrangères et plus spécifiquement le premier bilan de la Stratégie de politique étrangère 2012–2015 et les engagements de la Suisse en faveur de la paix et de la sécurité. S'agissant de la stratégie de politique étrangère, il est primordial de dresser un bilan pour la période 2012–2015 et de s'en inspirer pour sa révision au début de la prochaine législature.

En 2012, quatre axes prioritaires ont été fixés: entretien et développement des relations avec les Etats voisins; aménagement et approfondissement des relations avec l'Union européenne; stabilité en Europe et dans le reste du monde; partenariats stratégiques et thèmes globaux. Entre 2012 et 2015, les axes stratégiques concernant l'Europe et la sécurité ont pris un peu plus d'ampleur que les autres. L'attention portée par le Conseil fédéral sur les relations avec les Etats voisins a été prioritaire, et force est de constater que les relations avec nos voisins se sont améliorées, avec à la clé, ces deux dernières années, des visites protocolaires des présidents des quatre pays qui nous entourent. La Suisse a pu également, à la faveur de la présidence de l'OSCE, développer des coopérations et tisser un lien fort qui permet d'orienter la collaboration vers des dossiers concrets d'intérêt commun. Je pense ici à la fiscalité, aux transports, à la coopération transfrontalière ou à la coopération policière.

A la suite des votations populaires de 2014, l'objectif initial de la stratégie consistant à relever la voie bilatérale a été élargi à la maîtrise de l'immigration, avec en point de mire le maintien de cette voie bilatérale et pour défi l'avenir de la libre circulation des personnes et la question institutionnelle. Aujourd'hui, près des trois quarts des problèmes sont réglés. La reprise du droit européen permet de faire en sorte que nos accords fonctionnent. Il ne s'agit pas d'une reprise automatique du droit européen, mais plutôt d'une reprise dynamique, dans le respect de nos instruments démocratiques, comme le référendum, avec la possibilité pour la Suisse de participer à l'élaboration de la législation en amont, en laissant son empreinte sur la conception du droit qui sera reprise ultérieurement dans les accords conclus avec elle. La surveillance de l'application des accords se fera par l'Union européenne dans l'Union européenne et par la Suisse en Suisse, sauf exception dans certains domaines techniques, comme le transport aérien notamment. Dans le cadre de l'interprétation du droit, en cas de désaccord, la possibilité est laissée à chacun de demander une interprétation auprès de la Cour de justice de l'Union européenne.

En ce qui concerne la procédure prévue en cas de désaccord, la négociation est toujours en cours en ce qui concerne les désaccords qui subsisteraient à la suite d'une interprétation du droit. Si la Suisse s'oppose à une interprétation, elle doit pouvoir le faire moyennant des mesures compensatoires.

L'axe «partenariats stratégiques et thèmes globaux» concerne tous les contacts bilatéraux et idéalement le développement de ceux-ci sous forme de partenariats avec les grands pays, les pays émergents, les puissances régionales et aussi les plus petits pays.

La Suisse est très impliquée dans la gouvernance mondiale et lance des initiatives pour l'améliorer. Je pense ici au Conseil des droits de l'homme ou à l'Assemblée générale des Nations Unies mais aussi à l'initiative conjointe de la Suisse et du CICR qui vise à combler une lacune, à savoir la mise en place d'une instance chargée de faire respecter le droit humanitaire international, le but étant, et vous l'aurez compris, de protéger les populations civiles dans les conflits. L'engagement de la Suisse en faveur de la paix et de la sécurité, le deuxième volet que je souhaitais aborder, s'est renforcé ces dernières années. Et cela continuera dans la mesure où la demande en faveur d'une intervention de la

Suisse comme médiatrice, en raison de sa neutralité et de son impartialité, est forte.

Ces dernières années, on a vu un accroissement du nombre de crises, notamment à l'est de l'Europe – tensions en Ukraine et en Russie, mais aussi dans d'autres régions de l'Est, comme la Moldavie et la Géorgie. Le Printemps arabe a eu pour conséquence un bouleversement de l'espace sud méditerranéen. Cette situation a engendré de nombreux conflits, des problèmes de terrorisme, et une pression migratoire sur l'Europe qu'il faut régler aujourd'hui.

La Suisse doit contribuer à la paix et à la sécurité en raison de son mandat constitutionnel, de son statut de pays hors Union européenne et de sa tradition humanitaire. Elle se doit d'être un acteur et non un spectateur. On attend de notre pays qu'il joue un rôle particulier en la matière. Mais la Suisse ne peut pas répondre à toutes les demandes. Les moyens à disposition s'aménagent ce qui aura pour conséquence de définir des actions ciblées qui devront être cohérentes et efficientes en fonction des moyens engagés. La Suisse continuera de s'engager, consciente du rôle qu'elle a à jouer.

Je vous invite, au nom de la commission, à prendre acte du rapport.

Tschümperlin Andy (S, SZ): Bei der Behandlung des Geschäftsberichtes des Bundesrates 2014 hat die GPK in Zusammenhang mit der Erreichung der strategischen Ziele der Ruag Holding AG festgestellt, dass die Ruag in der Schweiz verschiedene Standorte schliesst. Von den Randregionen sollen Arbeitsplätze in die Zentren Zürich und Bern verschoben werden. Ebenso hat die GPK festgestellt, dass die Ruag, die zu hundert Prozent im Besitz der Eidgenossenschaft ist, zwar Arbeitsplätze in der Schweiz reduziert, aber im Ausland gleichzeitig neue Stellen schafft.

So hat die Ruag entschieden, den Produktionsstandort in Brunnen zu schliessen und die Arbeitsplätze in die Zentren rund um Zürich zu verschieben. Über 110 Arbeitnehmer, die seit Jahrzehnten an diesem Standort arbeiten, sind davon betroffen. Auch viele Lehrstellen in den wichtigen Mint-Berufen, die bei der Ruag angeboten werden, sollen in einer industriellen Randregion aufgegeben werden. Nachdem sich die Ruag bereits aus dem Kanton Uri zurückgezogen hat, ist somit ein weiterer Gründerkanton von einem massiven Abbau von Arbeitsplätzen bei den ehemaligen schweizerischen Rüstungsunternehmen betroffen. Der Entscheid wird im Takkessel von Schwyz nicht verstanden, dies vor allem aus zwei Gründen:

1. Die Standortgemeinde Ingenbohl-Brunnen und der Kanton Schwyz haben mit der Ruag in den letzten Jahren eine Entwicklungsperspektive erarbeitet. Die entsprechenden Verträge waren kurz vor der Unterzeichnung.
2. Die Produktion an einem gut erschlossenen Standort soll in einen Hotspot verlegt werden. Die Verkehrsmittel für die Pendlerströme Richtung Zug und Zürich sind sowohl am Morgen wie am Abend bereits stark überlastet. Pendeln gegen die Ströme wäre also für viele Arbeitnehmende eine Wohltat.

Begründet wird diese Verlagerung, von der übrigens auch andere Randregionen betroffen sind, mit den strategischen Zielen des Bundesrates. Sie verlangten von den sogenannten verselbstständigten Einheiten eine Konzentration, um die Gewinne zu maximieren. Es sind noch keine fünf Jahre vergangen, da hat dieses Parlament beschlossen, dass wir unseren Einfluss auf die Strategie von verselbstständigten Bundesbetrieben vergrössern wollen. Mit 191 zu 0 Stimmen im Nationalrat und 39 zu 0 Stimmen im Ständerat wurde das Bundesgesetz über die Mitwirkung der Bundesversammlung bei der Steuerung der verselbstständigten Einheiten angenommen. Demnach legt der Bundesrat, soweit zweckmässig, die Strategie der Betriebe fest.

Das Parlament wirkt gemäss Artikel 28 des Parlamentsgesetzes mit und kann dem Bundesrat den Auftrag geben, neue Ziele festzulegen oder bisherige zu ändern. Zwei gleichlautende Motionen (15.3505, 15.3393) sind im Nationalrat wie auch im Ständerat eingereicht worden. Sie verlan-



gen, dass die Standortpolitik in den strategischen Zielen des Bundesrates berücksichtigt wird. Es macht ja wirklich keinen Sinn, dass einerseits in der Standortpolitik ein Wirtschaftswachstum und damit Entwicklungsperspektiven in den Regionen angestrebt werden und auf der anderen Seite durch strategische Zielsetzungen genau diese Bestrebungen wieder zerstört werden. Hier sind Millionen investiert worden, die nun durch einen Bundesratsentscheid wieder vernichtet werden.

Letzte Woche haben die GPK des Nationalrates und des Ständerates reagiert. In einem Brief laden sie den Bundesrat ein, für die Ruag dieses Anliegen bereits in die strategischen Ziele 2015–2018 aufzunehmen. Mit der Formulierung dieser Ziele ist der Bundesrat in Verzug geraten, auf Ende Juni sollen sie aber vorliegen. Einstimmig laden die Mitglieder der GPK den Bundesrat ein, in den künftigen Zielen für die Ruag wenn möglich auch Vorgaben bezüglich der regionalpolitischen Verteilung der Standorte und der Erhaltung von Arbeitsplätzen in Randregionen sowie bezüglich des Erhalts bzw. der Schaffung von Arbeitsplätzen in der Schweiz generell festzulegen. Die SP unterstützt diese Zielsetzung.

Büchler Jakob (CE, SG): Die Subkommission EDA/VBS der GPK des Nationalrates besuchte am 5. Februar 2015 das Rekrutierungszentrum Windisch im Kanton Aargau. Unsere Delegation wurde vom Kommandanten des Rekrutierungszentrums, Oberst Markus Elsener, begrüßt und empfangen. In Windisch werden pro Jahr rund 9300 Stellungspflichtige aus den Kantonen Aargau, Basel-Stadt und Baselland, Solothurn, Luzern, Ob- und Nidwalden und Uri rekrutiert. Dabei wird die Tauglichkeit der Stellungspflichtigen für den Militärdienst und den Schutzdienst festgestellt und die Zuteilung zur Armee oder zum Zivilschutz durchgeführt. Bereits bei der Grundrekrutierung wird festgestellt, ob ein Potenzial für eine spätere Kaderlaufbahn als höherer Unteroffizier oder Offizier vorhanden ist. Die Eignungsprüfung für zukünftige Fahrer der Armee wird ebenfalls durchgeführt.

Insgesamt sind in Windisch 65 Mitarbeitende im Einsatz, 32 Prozent sind Männer und 68 Prozent Frauen; damit ist die Frauenquote deutlich übertroffen. 94 Prozent sind Zivilpersonen, und nur 6 Prozent sind militärisches Personal. 25 Prozent arbeiten in Vollzeitstellen, 75 Prozent mit reduziertem Beschäftigungsgrad. Im Rekrutierungszentrum Windisch wird das ganze Jahr von Montag bis Freitagabend gearbeitet. Es sind keine Betriebsferien vorgesehen, außer an den Weihnachts- und Neujahrstagen.

Die Rekrutierung wird in verschiedenen Abteilungen durchgeführt. Die medizinische, die psychologische, die sportliche Leistung werden geprüft und aufgezeichnet. Ein sehr wichtiger Teil ist die Personensicherheitsprüfung. Die medizinische Untersuchung wird durch Fachärzte durchgeführt. Dabei wird ein EKG erstellt, sowohl im Ruhezustand wie auch unter Belastung. Der Lungenfunktions-, der Seh- und der Hörtest geben über die gesundheitliche Verfassung Auskunft. Dazu gehören Laboruntersuchungen zu Leberwerten, Hepatitis B und C, ein HIV-Test und die Bestimmung der Blutgruppe. Verschiedene Impfungen werden angeboten. Impfungen und Blutentnahmen sind freiwillig, werden aber empfohlen. Dazu werden Einverständniserklärungen unterzeichnet, damit nachträglich keine Beschwerden eingereicht werden können.

Die Tauglichkeit aus medizinischer Sicht wird von den Rekrutierungsärzten in einem persönlichen Gespräch mit den Stellungspflichtigen abgeklärt. Dabei wird entschieden, ob der Stellungspflichtige militärdienst- oder zivilschutztauglich oder dienstuntauglich ist, ob eine Nachrekrutierung in drei bis sechs Monaten angezeigt ist oder ob eine Zurückstellung um ein bis zwei Jahre beantragt wird.

Die psychologischen Abklärungen sollen aufzeigen, ob psychische Schwierigkeiten vorliegen, die für den Militärdienst problematisch sein könnten. Dazu gehören die persönliche Belastbarkeit, die kognitive Fähigkeit und die Einstellung zum Militär. Es werden Fragen gestellt nach dem Konsum von Drogen und nach bereits erfolgten psychiatrischen Behandlungen.

Ein besonderes Augenmerk wird auf die Personensicherheitsprüfung gelegt. Die Prüfung umfasst abgeschlossene und laufende Strafverfahren und deren Eintrag im Strafregister oder im Fahndungsregister. Alle diese Angaben sind wichtig für die Überlassung der persönlichen Waffe.

Die Bestimmung der sportlichen Leistungsfähigkeit gehörte schon in früheren Jahren zu den Kernanliegen der Rekrutierung. Ein Ungleichgewicht bei individueller körperlicher Fitness und Belastbarkeit im militärischen Alltag führt zu erhöhten Verletzungsralten und reduziert die militärische Leistungsfähigkeit der Truppe. Die sportliche Leistungsfähigkeit liefert Hinweise für die militärische Einteilung und die Eignung für den Militärdienst. Die Sportprüfung bringt sehr genaue Angaben über die konditionelle Verfassung der Schweizer Jugend. Mehr Sport und besserer Sport führen zu weniger Verletzungen. Vorzeitige Entlassungen werden damit vermieden, und die Motivation und die Stressresistenz werden erhöht.

Die Subkommission hat einen sehr guten Eindruck von der Planung und vom Betrieb des Rekrutierungszentrums Windisch erhalten. Die Kommission hat festgestellt, dass beim Anteil der Dienstuntauglichen grosse Unterschiede zwischen den einzelnen Kantonen bestehen. An der Spitz steht Appenzell Innerrhoden mit 8,9 Prozent Dienstuntauglichen, während am Schluss der Kanton Zürich mit einem Anteil von 39 Prozent um einiges schlechter dasteht.

Das Rekrutierungszentrum Windisch gehört zu den sechs Zentren, die über die ganze Schweiz verteilt sind.

Burkhalter Didier, conseiller fédéral: Cette année, la Commission de gestion s'est en effet concentrée sur les aspects de la stratégie de politique extérieure, comme l'a dit le rapporteur de langue française. L'année 2014 s'y prête bien. Tout d'abord, elle a été marquée plus fortement que d'autres années par les éléments essentiels, les axes principaux de la politique étrangère. C'est bientôt le moment de tirer un premier bilan de la période législative 2012–2015. Nous verrons la stratégie au début de l'année prochaine. Nous la revoyons tous les quatre ans, même si dans ses grands axes elle est en principe amenée à durer une dizaine d'années.

L'essentiel de ce premier bilan, c'est, comme cela a été dit, l'Europe et la sécurité, autrement dit l'Europe et la paix, avec la nécessité d'adapter la politique européenne à l'évolution, aux réalités, la nécessité de s'engager davantage dans la politique de paix «à la Suisse».

Il est d'ailleurs intéressant de voir la réaction de la population en la matière, que ce soit par des témoignages directs ou par des sondages d'opinion. L'enquête scientifique faite par l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich a montré à quel point il existe un attachement fort et croissant à l'engagement solidaire et responsable de la Suisse pour la paix. Dans cette enquête on voit qu'environ 80 pour cent de la population suisse souhaite un engagement accru dans la médiation, que plus de 80 pour cent d'entre elle souhaite que l'on renforce la coopération économique avec l'Union européenne et que plus des deux tiers des habitants de notre pays souhaitent une aide au développement forte.

Durant ces quelques minutes, je vais me concentrer sur les deux axes stratégiques qui ont été évoqués par Monsieur Hiltbold, rapporteur de langue française: l'Europe et la paix et la sécurité.

Concernant l'Europe, je rappellerai d'abord l'importance des pays voisins du nôtre. En fait, pour tout problème à régler avec l'Union européenne, on ne saurait faire sans ces pays voisins. Nous devons même faire avec: nous devons obtenir un accord avec les pays voisins pour pouvoir l'étendre à l'ensemble des 28 Etats membres de l'Union européenne. C'est la raison pour laquelle, en plus du fait que ce sont nos voisins, nous avons intensifié les contacts avec eux à tous les niveaux – c'était une mobilisation générale. Nous avons essayé, de manière pragmatique – je ne reprends pas les exemples qui ont été évoqués tout à l'heure – de régler les choses avec ces pays, à l'exemple de ce qu'on essaie de



faire pour la question de l'aéroport de Bâle-Mulhouse, pour donner quand même un exemple.

Concernant les relations avec l'Union européenne, nous avons dû revoir l'objectif principal de la stratégie du Conseil fédéral et nous l'avons fixé, après les votations de l'année dernière, en fonction des décisions du peuple qui a clairement marqué sa volonté de mieux maîtriser la migration. Nous avons donc fixé comme objectif principal de la stratégie européenne un meilleur contrôle de la migration et en même temps la préservation et le développement de la voie bilatérale. Cela implique une solution pour l'avenir de la libre circulation des personnes et une solution à la question institutionnelle.

Pour ce qui concerne la libre circulation des personnes, il y a les consultations entre la présidence de la commission, la présidence du Conseil fédéral et le DFJP.

Pour ce qui concerne la question institutionnelle, nous sommes en négociation, avec les résultats qui ont été donnés tout à l'heure. Je n'y reviendrais pas dans le détail vu que je les ai déjà donnés il y a quelque temps devant votre conseil. Je dirai simplement que nous avons bien avancé sur trois des quatre grandes questions. Il nous reste celle du règlement des différends, qui implique d'ailleurs des éléments présents dans tous les domaines et qui est centrale. Nous ne sommes donc pas au terme de nos efforts, et nous ne pourrons d'ailleurs arriver au bout de la question institutionnelle qu'au moment où nous aurons trouvé un accord sur la question de la libre circulation des personnes. Tout est en fait lié.

S'agissant de la paix et la sécurité, deuxième grand aspect de cette stratégie de politique extérieure, affirmé en 2014, l'engagement a été particulièrement fort. Cela s'explique par deux raisons principales: la première, triste, relève du fait qu'il y a toujours plus de crises, toujours plus de difficultés sur cette planète; et la seconde, plutôt positive, est qu'un certain nombre de demandes sont adressées à la Suisse, compte tenu de sa position spécifique, ce qui peut être dans l'intérêt non seulement des zones en crise, mais aussi de la Suisse, puisque l'augmentation de la sécurité générale lui est automatiquement favorable.

Cette situation faite de crises qui augmentent en nombre et en intensité, et d'une demande accrue de bons offices, est-elle due au hasard passager ou relève-t-elle d'une tendance à long terme? En fait, notre environnement montre une instabilité croissante. La situation en Suisse aussi est un peu plus incertaine depuis quelques années mais, par rapport au reste de la planète, la sécurité est ici bien plus grande et le différentiel de stabilité est vraisemblablement encore plus grand aujourd'hui que par le passé. En effet, il faut regarder à l'est de l'Europe pour voir à quel point les tensions ont augmenté, tensions qui sont le reflet d'une concurrence accrue entre la Russie et l'Occident – Union européenne et OTAN – concernant le voisinage commun de cette zone. En effet, il y a dans le voisinage méridional de l'Europe une érosion de l'ordre national, beaucoup de mauvaises gouvernances, beaucoup d'institutions étatiques qui ne sont pas là pour le peuple, beaucoup de pauvreté persistante dans les régions africaines et donc une espèce de cercle vicieux entraînant les conflits, la pauvreté, les actes terroristes et impliquant également les défis globaux.

Bref, la crise actuelle n'est pas un hasard, elle reflète la diffusion persistante du pouvoir due à la mondialisation et à une modification des rapports de force entre les Etats, le système étatique international étant devenu multipolaire, ce qui a aussi pour conséquence cette instabilité à long terme. Cela est valable également dans d'autres régions, vraisemblablement à l'avenir aussi dans la région Asie-Pacifique.

C'est pourquoi la Suisse doit contribuer à la paix et à la sécurité avec ses propres atouts, en particulier avec ses capacités en matière de dialogue et de partage du pouvoir, le but étant de montrer clairement à la population suisse que la politique extérieure et la politique intérieure ne font qu'une, que l'engagement pour la paix et la politique extérieure constituent un domaine proche du citoyen, expression de la volonté et des valeurs suisses dans le monde. Nous nous en-

gageons notamment en faveur d'un ordre de paix européen, je n'entrerai pas dans les détails, mais je souligne en particulier l'engagement, dans le cadre de la troïka de l'OSCE, en faveur d'un panel de personnes indépendantes qui cherchent des solutions pour reconstruire la sécurité européenne en tant que projet commun. Il y a aussi différents projets qui touchent à la connectivité économique et, éventuellement aussi, à l'augmentation des moyens de promotion de la paix de l'OSCE.

Et puis, il y a la promotion du dialogue au Proche-Orient et au Moyen-Orient avec l'engagement dans le très délicat dossier de la Palestine, en particulier avec la feuille de route que nous avons présentée pour aider à la réconciliation inter-palestinienne. Il y a la facilitation dans le dossier nucléaire iranien. A ce sujet, j'aimerais dire que beaucoup de choses se sont faites à Genève et au-delà de Genève, puisque Lausanne et Montreux ont aussi été sollicitées. Il est en effet évident que tout ne se fera pas toujours à Genève, mais le plus important est que la Suisse ait facilité ce processus et que finalement on aboutisse à une bonne solution pour l'ensemble du monde. La contribution de la Suisse a été nécessaire et constructive; c'est cela qui compte.

En ce qui concerne la crise syrienne, nous poursuivons l'aide humanitaire, et c'est le plus gros engagement de l'histoire de la Suisse, mais également l'accueil des personnes vulnérables, la lutte contre l'impunité et le soutien au processus politique, en particulier avec l'appui aux services de l'envoyé spécial de l'ONU.

Il y a aussi les thèmes généraux de sécurité, comme le désarmement nucléaire, la lutte contre l'extrémisme violent, une stratégie «eau et sécurité» que nous développons maintenant et qui sera un élément important de la stratégie à venir, ainsi que toute une série d'autres points sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir.

En ce qui concerne l'avenir, et je vais conclure par là, nous allons tenir compte des enseignements de cette législature pour la prochaine Stratégie de politique extérieure 2016–2019. En matière de politique de paix et de sécurité, notre engagement devra être aussi ciblé, cohérent et compétent que possible. La coopération au développement et l'aide humanitaire devront également contribuer largement à la sécurité. La cohérence sera assurée, autant que possible, par un message sur l'ensemble des crédits-cadres qui comprendra, pour la première fois, aussi le crédit-cadre relatif à la sécurité humaine.

La cohérence sera ainsi mieux assurée. Nous allons tenter également de renforcer, malgré les difficultés financières, les capacités et les compétences en termes de médiation dans le département, avec un concept en cours d'élaboration d'un plan de carrière incluant une spécialisation en médiation avec un constant renforcement de la Genève internationale comme site de négociation et moteur de la paix.

Rusconi Pierre (V, TI): Il s'agit d'une question secondaire mais qui témoigne de l'embarras dans lequel les Suisses se sont trouvés ou se trouvent actuellement: la question de la FIFA. Quelle est votre position sur cette question, Monsieur le conseiller fédéral, en tant que chef du Département des affaires étrangères? J'imagine que certains pays perçoivent la FIFA, de par la localisation de son siège et l'origine de son désormais ex-président, comme étant une institution suisse.

Burkhalter Didier, conseiller fédéral: L'attitude du ministre n'est pas différente de celle du reste du Conseil fédéral, comme vous le savez. Ce que je peux vous dire au sujet de l'importance de la question de la FIFA pour la Suisse, ce sont les choses suivantes.

D'abord, ce qui importe, c'est que la Suisse et ses institutions fonctionnent. La Suisse n'est pas la FIFA. La Suisse est un Etat qui a des institutions et qui a, lorsqu'il y a des soupçons de malversation ou de corruption, des possibilités d'agir, ce qu'elle a fait. En plus, notre pays honore les traités internationaux qu'elle a ratifiés, comme ceux qui concernent l'extradition. La Suisse est aussi un Etat de droit dans lequel les personnes soupçonnées ont le droit d'être traitées cor-



rectement et ont la possibilité de déposer des recours et dans lequel on ne les considère pas comme coupables avant même qu'elles n'aient été jugées.

Ensuite, du point de vue de l'image, c'est l'occasion pour la Suisse de démontrer à quel point elle est capable de se comporter en Etat de droit. C'est ce qui est apparu jusqu'à présent. En effet, à l'étranger, la différence entre la FIFA et la Suisse est très clairement faite. Je ne veux pas dire que ce sera toujours le cas. Pour le moment, tous les échos que nous avons eus – j'étais en Asie pendant que les événements se sont déroulés – allaient très clairement dans ce sens. D'un côté, il y a la FIFA, qui est une association, une entité indépendante, de l'autre il y a la Suisse et son image et en particulier sa capacité de démontrer son fonctionnement institutionnel et son caractère d'Etat de droit. Cela est bien connu.

Enfin, il y a le sport et le fait que beaucoup de fédérations internationales ont leur siège en Suisse. Par conséquent, on constate une concentration de pouvoirs en matière de sport dans notre pays. Cela est aussi connu et respecté. C'est la preuve qu'il y a chez nous un intérêt pour le développement du sport qui doit se faire, comme dans le reste de la société, en tenant compte des dangers, des risques et des chances. En ce sens-là, je vois pour ma part – peut-être suis-je un éternel optimiste – également quelque chose de positif dans ce qui se passe maintenant, notamment la chance de montrer qu'en Suisse tout se passe selon un fonctionnement institutionnel qui est juste, équitable, qui donne sa chance à chacun et qui permet à chacun de progresser et d'améliorer les choses lorsque cela est nécessaire tout en respectant les droits de chacun.

Maurer Ueli, Bundesrat: Die wichtigsten Geschäfte des letzten Jahres aus unserem Departement sind dieses Jahr sozusagen im Endspurt in den Räten: Ich denke an die Weiterentwicklung der Armee, das Nachrichtendienstgesetz, das Sportförderungskonzept und die Berichte über die Weiterentwicklung des Bevölkerungsschutzes. Somit sind eigentlich Vorlagen zu Kernanliegen aus allen Bereichen, die für uns wichtig sind, bei Ihnen im Endspurt.

Ich möchte zu einzelnen Bemerkungen, die Sie gemacht haben, Stellung nehmen.

Zuerst sage ich etwas zum Sport, um das Thema gleich abzuschliessen. Ich möchte Sie daran erinnern, dass die Schweiz vor etwa drei Jahren die Initiative ergriffen hat für eine Konvention gegen Korruption im Sport, die letztes Jahr im Rahmen einer Ministerkonferenz des Europaparates in Magglingen verabschiedet worden ist: die Magglinger Konvention – so wird sie inzwischen in sportpolitischen Kreisen genannt. Es gibt leider immer noch relativ wenige Unterzeichner dieser Konvention gegen Korruption. Die Schweiz war Erstunterzeichnerin. Sie sehen, wir haben etwa drei Jahre daran gearbeitet, und das Thema wird uns wohl noch eine Weile weiterbeschäftigen. Die Schweiz ist hier aktiv, insbesondere auch, weil sie als Sitzstaat von sehr vielen grossen internationalen Sportorganisationen hier eine entsprechende Verantwortung hat.

Zur Armee: Hier möchte ich das Votum von Herrn Nationalrat Tschümperlin aufnehmen. Personalfragen sind die ganz grosse Herausforderung bei der Umsetzung der Weiterentwicklung der Armee. Um es kurz in Erinnerung zu rufen: Unser Departement beschäftigt etwa 12 000 Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter an gegen 400 verschiedenen Standorten in rund 45 Berufen mit etwa 400 Lernenden. Die Ruag, die Herr Nationalrat Tschümperlin angesprochen hat, beschäftigt noch einmal rund 8000 Mitarbeitende, davon mehr als die Hälfte in der Schweiz, mit ebenfalls etwa 400 Lernenden. Daraus ersehen Sie die Komplexität des Personalbereichs. Wir müssten in den nächsten Jahren für die Umsetzung tendenziell eigentlich mehr Personal haben, weil wir zweigleisig fahren werden: Wir haben noch die bestehende Armee, und wir haben daneben die Strukturen der neuen Armee zu schaffen. Sie gestehen uns dafür aber nicht mehr Personal zu. Das Parlament fordert ständig, beim Personal zu sparen,

und das wird uns in den nächsten Jahren in die Bredouille bringen.

Die Komplexität besteht nicht nur in der Vielseitigkeit, den vielen Aussenstandorten, den verschiedenen Berufen, sondern auch in den Qualifikationen, die von den Berufsleuten gefordert werden müssen. Wir brauchen beispielsweise immer mehr Leute mit EDV-Kenntnissen. Uns fehlen, wie der ganzen Bundesverwaltung, Projektleiter für komplexe Projekte, insbesondere im EDV-Bereich. Das ist die grosse Herausforderung.

Ich möchte die Stellungnahme zu den Vorstössen betreffend die Standorte der Ruag nicht vorwegnehmen, aber ich muss Sie natürlich jetzt schon darauf aufmerksam machen: Die Ruag ist ein internationaler Technologiekonzern, sie misst sich also weltweit in WTO-Ausschreibungen; sie muss wettbewerbsfähig sein. Wir und Sie erwarten aber auch eine Dividende. Wenn gleichzeitig noch viele Vorschriften dazu gemacht werden, wo die Ruag produzieren soll – auch an Standorten, die nicht mehr rentabel sind –, dann beissst sich das irgendwo.

Diese Problematik stellt sich auch bei der Armee. Die Armee besetzt logischerweise viele Arbeitsplätze in Randregionen – dort, wo die Armee traditionell präsent ist. Wir werden mit der Weiterentwicklung der Armee in den nächsten Jahren noch einmal einige Hundert Arbeitsplätze abbauen müssen. Wir können nicht mit jeder Gemeinde einzeln verhandeln; es sind zwei- bis dreihundert Gemeinden betroffen oder noch mehr. Wir versuchen aber immer, zu Lösungen zu kommen. Denken Sie daran: Über Personalfragen werden wir im Zusammenhang mit der Armeereform noch öfter sprechen müssen. Sie können nicht ständig die Armee verkleinern und dann annehmen, dass die Zahl der Arbeitsplätze gleich bleibt. Das ist einfach nicht möglich.

Zum Sicherheitsverbund – Frau Nationalrätin Glanzmann hat dieses Thema angesprochen –: Der Sicherheitsverbund hatte eine Projektphase von vier Jahren. Wir haben diese Phase abgeschlossen. Sowohl der Bundesrat wie auch die Kantone haben beschlossen, den Sicherheitsverbund weiterzuführen. Wir haben damit gute Erfahrungen gemacht, weil die Sicherheit in der Schweiz nicht nur durch eine Staatsebene wahrgenommen werden kann, sondern alle mit der Aufgabe der Sicherheit betraut sind. Der Bund ist es vor allem mit der Armee; die Kantone sind es mit Polizei, Zivilschutz, Bevölkerungsschutz und Sanität; auch immer mehr private Infrastrukturbetreiber sind es, mit Strom, Wasser, Abwasser, Lebensmittelversorgung. Das alles bildet das Gesamtpaket Sicherheit. Der Sicherheitsverbund bringt diese Leute an einen Tisch; man bespricht dort Probleme und sucht nach Lösungen.

Eine der Empfehlungen aus der Sicherheitsverbundsübung – Frau Glanzmann hat das angesprochen – ist ein sicheres Übertragungsnetz. Das ist ein Netz, das geschützt ist gegen Naturkatastrophen, das möglichst geschützt ist gegenüber Hackerangriffen und das stromunabhängig funktionieren kann. Mit dem Aufbau eines solchen Netzes hat die Armee vor einigen Jahren begonnen. Wir sind im Moment mit den Kantonen im Gespräch, um ein sicheres Datenverbundnetz als Führungsnetz Schweiz auszubauen. Ein solches Netz ist das A und O; das sieht man auch, wenn man entsprechende Krisen im Ausland beobachtet. Wenn man nicht miteinander sprechen und kommunizieren kann, kann man Probleme nicht lösen. Da sind wir an der Arbeit. Sie werden in nächster Zeit eine entsprechende Vorlage erhalten. Da sind wir gut unterwegs, insbesondere auch mit den Kantonen.

In diesem Zusammenhang, in dem wir von einem sicheren Datenübertragungsnetz sprechen, stellen wir auch fest, dass Cyberattacken bzw. Cyberabwehr, Cyberdefence ein immer grösseres Gewicht erhalten. In einer Arbeitsgruppe sind wir mit den Kantonen daran, den Erfahrungsaustausch fortzusetzen, Lehren zu ziehen aus der Umsetzung, weil die Kantone schon aufgrund ihrer Grösse nicht alle die gleichen Voraussetzungen und Mittel haben, dem zu begegnen. Da scheinen wir gut unterwegs zu sein.

Noch ein Wort zu den Beschaffungen: Wir beschaffen in der Armee immer komplexere Systeme, nicht nur eine Kanone,



sondern Systeme, die vernetzt sind, die einen hohen EDV-Anteil haben, damit sie integriert werden können. Es ist eine der Herausforderungen, technologisch Schritt zu halten. Die Tendenz ist, dass wir etwas prüfen, was schon besteht; das wird dann erprobt, und dann beantragen wir das zur Beschaffung. Dann besteht die Gefahr, dass es bereits veraltet ist. Wir werden diesen Beschaffungsprozess deshalb in Zukunft verkürzen, indem wir mit der Industrie in der Beschaffung enger zusammenarbeiten im Sinne eines Generalunternehmens. Dann werden wir auch das Know-how, das auf der Industrieseite vorhanden ist, bereits bei der Beschaffung einbauen können. Damit erreichen wir eine höhere Qualität und eine Beschleunigung der Beschaffung.

Das sind zusammengefasst die Herausforderungen. Insbesondere wird uns das Personal beschäftigen, dann auch der Dienstleistungsbereich und selbstverständlich das Nachrichtendienstgesetz. Ich danke Ihnen herzlich für die gute Zusammenarbeit, die wir mit der GPK pflegen und insbesondere auch mit der Geschäftsprüfungsdelegation, wo die Schnittstelle zum Nachrichtendienst ist. Es ist eine sehr gute und konstruktive Zusammenarbeit, die von Ihrer Seite durchaus mit der notwendigen Kritik erfolgt.

*Die Beratung dieses Geschäfts wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

15.016

Massnahmen zur Förderung des Friedens und der menschlichen Sicherheit 2012–2016. Weiterführung

Mesures de promotion de la paix et de la sécurité humaine 2012–2016. Continuation

Erstrat – Premier Conseil

Nationalrat/Conseil national 08.06.15 (Erstrat – Premier Conseil)

Antrag der Mehrheit
Eintreten

Antrag der Minderheit
(Mörgeli, Reimann Maximilian, Stamm)
Nichteintreten

Proposition de la majorité
Entrer en matière

Proposition de la minorité
(Mörgeli, Reimann Maximilian, Stamm)
Ne pas entrer en matière

Lüscher Christian (RL, GE), pour la commission: Le crédit-cadre actuel destiné à financer des mesures pour promouvoir la paix et la sécurité humaine arrivera à son terme au printemps 2016. Pour assurer la jonction entre cette échéance et l'entrée en vigueur d'un nouveau crédit-cadre pour la période 2017–2020, le Conseil fédéral a déposé le 28 janvier 2015, le message relatif à la prolongation et à l'augmentation du crédit-cadre actuel, cette prolongation valant jusqu'à la fin de l'année 2016. Le prochain crédit-cadre, quant à lui, sera présenté dans le message sur la coopération internationale avec l'avantage que le Parlement aura ainsi une vision globale de la totalité des interventions dans le domaine de la coopération internationale.

Au surplus, le Conseil fédéral demande une augmentation du crédit-cadre de 84 millions de francs pour l'année 2016. Le crédit-cadre 2012–2015 se monte à 323 millions de francs et donc l'augmentation reste conforme à ce qui est visé, sans changement de stratégie. Cette dernière sera discutée dans le futur message quadriennal.

Pour mémoire, la stratégie actuelle du Conseil fédéral porte sur six axes, six objectifs qui sont, brièvement résumés, les suivants: la prévention et la résolution des conflits, le rôle de la Suisse dans ces domaines étant mondialement reconnu; l'instauration et le maintien de la paix sur le terrain; le renforcement de la protection des droits de l'homme; l'appui aux missions multilatérales de paix, d'observation électorale et de programmes bilatéraux; la promotion des discussions à l'ONU et dans les organisations internationales; la promotion de la réflexion innovante dans le cadre de partenariats.

La promotion de la paix et de la sécurité humaine est inscrite à l'article 54 alinéa 2 de la Constitution et la Suisse a beaucoup à apporter dans ce domaine de par sa longue tradition humanitaire, ainsi qu'en raison de son impartialité et de sa neutralité, qui sont reconnues.

Ce n'est pas dévoiler un scoop que de dire que l'année 2014 a été une année de crise. La guerre est revenue en Europe, le terrorisme s'est malheureusement durablement installé – on pense aux interventions de l'*«Etat islamique»* en Irak, en Syrie et en Libye notamment. 2014 a aussi été une année de catastrophes humanitaires de grande ampleur dans les pays précités, mais également au Soudan du Sud et en République centrafricaine, ceci sans compter le conflit de Gaza et la crise due au virus Ebola.

Le sujet que nous traitons maintenant a été discuté en commission le 23 mars 2015. La commission a considéré que la promotion de la paix et de la sécurité humaine était un instrument important, si ce n'est essentiel, de notre politique étrangère. En effet, dans ce domaine comme dans tant d'autres d'ailleurs, la réputation de la Suisse est excellente. La commission a donc considéré que ce crédit d'engagement de 84 millions de francs était parfaitement justifié. Au terme de la discussion, la commission a décidé, par 18 voix contre 3 et 2 abstentions, d'approuver le crédit-cadre de 84 millions de francs pour faire une sorte de pont de trésorerie, de pont d'engagement entre le mois d'avril et le mois de décembre 2016.

C'est la raison pour laquelle votre commission vous demande d'accepter le projet.

Gross Andreas (S, ZH), pour la Kommission: Es handelt sich hier um einen Überbrückungskredit, der nötig ist, damit im Engagement der Schweiz für den Frieden und die menschliche Sicherheit keine Lücke entsteht. Der Bundesrat schlägt ihn vor, weil er eine Anregung von uns ernst genommen hat, nämlich die Anregung, dass die grossen Rahmenkredite jeweils am Anfang einer Legislaturperiode von der neuen Bundesversammlung beurteilt und beschlossen werden sollen. Das soll nächstes Jahr für die Jahre 2017 bis 2020 in der grossen Botschaft zur internationalen Zusammenarbeit der Fall sein. Dort wird dann auch das Engagement für den Frieden und die menschliche Sicherheit integriert werden.

Was wir für 2016 als Überbrückungskredit beantragen, entspricht übrigens nur 2,5 Prozent des Gesamtrahmens für die internationale Zusammenarbeit. Der bisherige Kredit läuft 2015 aus; er wurde 2011, vor vier Jahren, beschlossen. Er betrug für diese vier Jahre 323 Millionen Franken. Deshalb schlägt uns der Bundesrat vor, dass auch 2016 die entsprechende Summe, nämlich 84 Millionen Franken, für dieses Engagement ausgegeben wird.

In der Aussenpolitischen Kommission ist dieser Vorschlag sehr positiv aufgenommen worden. Wir wissen, dass die Konzeption «menschliche Sicherheit und Frieden», die vor fünf Jahren eingeführt wurde, eine Innovation war, eine Neuerung. Man stellt in Bezug auf Sicherheit und Friedenspolitik nicht mehr das Territorium in den Vordergrund, sondern den Menschen, das Individuum, und geht von der alten Idee aus, dass Frieden darin besteht, dass die Menschen ohne Angst frei sein können – ohne Angst vor der Not und

